

2° ten laatste op 29 februari 1996, ter Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrokkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Belliardstraat 51 te 1040 Brussel, een verslag en een financieel overzicht, zoals bedoeld in de artikelen 2 en 3 van dit besluit hebben neergelegd dat de goedkeuring wegdraagt van de partijen die de overeenkomst hebben ondertekend,

3° in het bedoelde verslag en financieel overzicht dienen de elementen opgenomen te zijn, zoals bedoeld in de artikelen 2 en 3 van dit besluit,

3° de akte bezitten waarbij door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid vastgesteld wordt dat voldaan is aan de voorwaarden om van de bijdrage vrijgesteld te worden.

Art. 2. Het verslag en het financieel overzicht, zoals bedoeld in artikel 1 van dit besluit, dienen samen ingediend en er dient uitdrukkelijk vermeld te worden dat het gaat om documenten ter uitvoering van artikel 28 van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid.

Art. 3. Het verslag en het financieel overzicht, zoals bedoeld in artikel 1 van dit besluit, dient de volgende elementen te bevatten :

1° De volledige identificatie van de collectieve arbeidsovereenkomst waardoor men gebonden is (datum en titel van de collectieve arbeidsovereenkomst, registratienummer, in voorkomend geval de benaming van het paritair orgaan indien het gaat om een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.)

2° De nauwkeurige omschrijving van de doelgroep ten behoeve waarvan de inspanning van 0,20 % zal aangewend worden, alsook de motivering waardoor aangetoond wordt dat de te ondernemen acties kaderen in het beleid ten voordele van personen die behoren tot de risicogroepen of op wie het begeleidingsplan van toepassing is.

3° De raming van de te verwachten inkomsten en uitgaven voor het jaar 1996 voor het geheel van de inspanning van de 0,20 %, alsook de andere financiële middelen die tijdens het jaar 1996 zullen aangewend worden voor hetzelfde doel.

4° De naam en de hoedanigheid van de persoon of de personen die verantwoordelijk zijn voor de voeren acties.

5° De naam en de hoedanigheid van de personen die het verslag en het financieel overzicht ondertekenen.

Art. 4. § 1. Het verslag en het financieel overzicht wordt opgesteld door de sociale partners in geval van een sectorale C.A.O.

§ 2. Het verslag en het financieel overzicht wordt opgesteld door de werkgever en de medeondertekenende werknemersorganisaties in geval van een ondernemings-C.A.O.

Brussel, 23 december 1995.

Mevr. M. SMET

2° avoir déposé au plus tard le 29 février 1996, au Greffe du Service des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail, rue Belliard, 51, à 1040 Bruxelles, un rapport et un aperçu financier, comme prévus aux articles 2 et 3 du présent arrêté, qui sont approuvés par les parties ayant signé la convention,

3° le rapport et l'aperçu financier visés doivent contenir les éléments prévus aux articles 2 et 3 du présent arrêté,

4° être en possession de l'acte par lequel le Ministre de l'Emploi et du travail constate que les conditions pour être dispensé de la cotisation sont remplies.

Art. 2. Le rapport et l'aperçu financier, prévus à l'article 1er du présent arrêté, doivent être introduits en même temps et il y a lieu de mentionner explicitement qu'il s'agit de documents établis en exécution de l'article 28 de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi.

Art. 3. Le rapport et l'aperçu financier, prévus à l'article 1er du présent arrêté, doivent contenir les éléments suivants :

1° L'identification complète de la convention collective de travail par laquelle on est lié (date et titre de la convention collective de travail, numéro d'enregistrement, le cas échéant dénomination de l'organe paritaire s'il s'agit d'une convention collective de travail sectorielle).

2° La description précise du groupe-cible au profit duquel l'effort de 0,20 % sera destiné, ainsi que la motivation établissant que les actions à entreprendre s'inscrivent dans le cadre de la politique en faveur des personnes appartenant au groupe à risque ou à qui s'applique le plan d'accompagnement.

3° L'estimation des recettes et dépenses escomptées pour l'année 1996 pour l'ensemble de l'effort de 0,20 %, ainsi que les autres moyens financiers qui seront affectés au même but pendant l'année 1996.

4° Le nom et la qualité de la personne ou des personnes qui est ou sont responsables des actions à mener.

5° Le nom et la qualité des personnes qui signent le rapport et l'aperçu financier.

Art. 4. § 1er. Le rapport et l'aperçu financier sont établis par les partenaires sociaux si une convention collective de secteur est conclue.

§ 2. Le rapport et l'aperçu financier sont établis par l'employeur et les organisations de travailleurs co-signataires si une convention d'entreprise est conclue.

Bruxelles, le 23 décembre 1995.

Mme M. SMET

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

[S - C - 29639]

F. 96 - 58

15 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services "Espace-Rencontre"

Le Gouvernement de la Communauté française,

- Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, modifiée par la loi du 2 février 1994;
- Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment les articles 43 à 49;
- Vu les lois coordonnées relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi des subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 novembre 1991 déterminant le fonctionnement de la Commission d'agrément créée par le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 juillet 1992 fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, ayant trait à la Commission d'agrément;
- Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse;
- Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition du Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;
Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995,

Arrête :

TITRE Ier. — Définitions et champ d'application

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- décret : le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;
- loi : la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;
- arrêté du 7 décembre 1987 : l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;
- Ministre : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions;
- administration : l'administration de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions;
- directeur : le directeur de l'aide à la jeunesse;
- conseiller : le conseiller de l'aide à la jeunesse;
- ressort : la Province ou le territoire de Bruxelles-Capitale;
- enfant : le jeune âgé de moins de 18 ans;
- familiers : les personnes qui composent le milieu familial de vie du jeune en ce compris les parents d'accueil;
- service : le service "espace-rencontre", tel que défini à l'article 2;
- droit de visite : le droit de visite négocié par le conseiller de l'aide à la jeunesse ou accordé par le Tribunal civil au parent ou au familier qui ne s'est pas vu accorder la garde de l'enfant;
- prise en charge : la mise en œuvre des moyens à l'aide desquels le service apporte son concours à la mesure prononcée;
- intervention : le droit de visite effectivement exercé dans le cadre de la mission d'accompagnement du droit de visite;
- mandant : les autorités visées à l'article 3, § 1er, et les personnes visées à l'article 3, § 2.

Art. 2. Le service a pour mission d'accompagner l'exercice du droit de visite de toute personne titulaire de ce droit à l'égard d'un enfant, lorsque l'exercice de ce droit est conflictuel.

Art. 3. § 1er. Le service travaille sur base d'une décision du conseiller de l'aide à la jeunesse, du directeur de l'aide à la jeunesse ou des Cours et Tribunaux intervenant :

- 1° soit dans le cadre d'une des procédures visées aux articles 36, 37 et 38 du décret;
- 2° soit dans le cadre d'une procédure civile se rapportant à la garde de l'enfant;
- 3° soit dans le cadre d'une procédure pénale visée à l'article 369bis du Code pénal;
- 4° soit dans le cadre d'une procédure visée aux articles 32 et 33 de la loi.

Le service est habilité à agir lorsque l'enfant bénéficiaire du droit de visite a fait l'objet d'une mesure de placement en famille d'accueil non encadrée.

§ 2. Exceptionnellement, le service peut être sollicité par simple convention privée conclue à l'amiable.

§ 3. Le contenu de la décision visée aux §§ 1er et 2 est défini par le ou les mandant(s), dans le respect du projet pédagogique du service.

§ 4. Le service ne peut exécuter cette décision si l'objet de celle-ci, le cadre d'intervention dans lequel elle se place ainsi que sa durée maximale de 6 mois, renouvelable, ne sont pas précisés. Il ne peut d'ailleurs exécuter une mission d'expertise, d'accompagnement thérapeutique ou d'encadrement social.

§ 5. Par accompagnement de l'exercice du droit de visite, on entend :

- a) la préparation de chacune des personnes concernées, y compris des enfants, à l'exercice du droit de visite encadré;
- b) l'encadrement de l'exercice du droit de visite, en accueillant exclusivement l'enfant et les personnes concernées par l'exercice de ce droit dans un local approprié;
- c) l'évaluation, avec chacune des personnes concernées, de l'évolution de l'exercice du droit de visite;
- d) l'encouragement des personnes concernées et éventuellement des mandants, à mettre en œuvre tous les moyens susceptibles de favoriser l'exercice du droit de visite en milieu naturel.

§ 6. Le service ne peut refuser la mission ou la poursuite de celle-ci qu'après avoir reçu chacune des personnes concernées, et si elle ne peut s'exercer dans le cadre du projet pédagogique; dans ce cas, le service informe le mandant par lettre motivée.

§ 7. Après information des parties concernées, le service transmet au mandant un rapport concernant le déroulement de l'exercice du droit de visite. Les éléments repris dans ce rapport doivent en tout cas préserver la neutralité de l'Espace-Rencontre. Le service ne peut rendre compte au mandant du contenu des rencontres entre les enfants et les personnes titulaires du droit de visite.

TITRE II. — L'Agrément

CHAPITRE Ier. — Les conditions d'agrément

Section 1re. — Les conditions générales

Art. 4. Tout service qui désire être agréé dans le cadre du présent arrêté doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° être constitué en association sans but lucratif ayant pour objet celui pour lequel l'agrément est demandé ou être créé et organisé par une province, une ou plusieurs communes, un centre public d'aide sociale ou un établissement d'utilité publique;
- 2° faire couvrir par des polices d'assurances d'un montant suffisant sa responsabilité civile, celle de son personnel et celle de ses biens;

- 3° se soumettre à l'inspection des fonctionnaires délégués à cet effet par le Ministre;
- 4° disposer au minimum des locaux suivants :
- a) un lieu d'accueil, permettant le passage et l'inscription des personnes concernées par le droit de visite;
 - b) un lieu de transition, permettant la séparation entre le parent et l'enfant;
 - c) un lieu de rencontre entre le bénéficiaire du droit de visite et un ou plusieurs enfants; ce lieu doit pouvoir accueillir plusieurs familles, dans une ou plusieurs pièces; la superficie totale de la ou des pièces est au minimum de 100 m², lorsque la capacité agréée visée à l'article 16, § 2, est de 25; elle est au minimum de 140 m², lorsque la capacité agréée est de 33;
 - d) un lieu de rencontre isolé, permettant de répondre à des besoins spécifiques liés à l'âge des enfants ou à la difficulté de la rencontre.

Section 2. — Les conditions relatives au projet pédagogique

Art. 5. § 1er. Le projet pédagogique définit l'ensemble des objectifs et précise les moyens mis en œuvre pour atteindre ceux-ci.

§ 2. Il est périodiquement évalué, au minimum une fois par an, et le cas échéant réactualisé, en concertation avec les membres du service.

Il doit être remis à jour lorsqu'il ne correspond plus aux méthodes de travail du service.

§ 3. Un exemplaire du projet pédagogique est remis à tous les membres du service.

§ 4. Un document présentant en résumé le projet pédagogique est mis à la disposition de tout particulier, service ou institution chargés de l'aide sociale générale ou spécialisée, institution communautaire ou instance judiciaire de l'arrondissement concerné et de tout membre du Conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse, qui en ferait la demande.

§ 5. Le document visé au § 4 est transmis d'office par le service à toutes les autorités susceptibles de le mandater.

Art. 6. Le projet pédagogique s'élabore conformément à la grille normalisée définie par le Ministre, en tenant compte des obligations suivantes :

- 1° mentionner les heures normales d'activité, ainsi que les noms, fonctions, et qualifications du personnel;
- 2° faire état des qualifications particulières requises pour les membres du personnel; justifier l'encadrement nécessaire en fonction du projet pédagogique;
- 3° préciser les objectifs et moyens pédagogiques mis en œuvre, en ce compris la mise en place d'un travail interdisciplinaire;
- 4° indiquer les modalités selon lesquelles le service assure la supervision pédagogique du personnel et l'évaluation de son action;
 - assurer une supervision pédagogique au moins au cours de la première année d'activité du service;
 - organiser la formation continuée de tous les membres du personnel;
- 5° intégrer les dispositions du code de déontologie visé à l'article 4 du décret.

Section 3. — Les conditions relatives au personnel

Art. 7. § 1er. Les membres du personnel du service agréé ainsi que les personnes occupées régulièrement ou résidant dans les locaux affectés aux activités du service agréé doivent produire un certificat de bonne vie et moeurs.

Ces personnes ne peuvent en aucun cas avoir été condamnées ou internées pour faits d'attentat à la pudeur, de viol, de corruption de la jeunesse ou de prostitution ainsi que d'outrage public aux bonnes moeurs, qui auraient été commis sur ou à l'égard de mineurs.

§ 2. Les personnes visées au § 1er doivent être reconnues, par un médecin, aptes à travailler ou à fréquenter le service.

Sans préjudice des dispositions de la législation sociale relatives à la médecine du travail qui leur sont applicables, ces personnes sont tenues de se soumettre annuellement à un examen médical.

§ 3. Les membres du personnel doivent posséder les qualités de contact et d'équilibre émotionnel nécessaires à leurs prestations et être aptes à adopter les attitudes pédagogiques adéquates.

Section 4. — Les conditions relatives à la tenue des documents administratifs et comptables

Art. 8. § 1er. Annuellement, avant la fin du mois de juin, le service adresse à l'administration, suivant les modalités définies par le Ministre, un rapport d'activités couvrant l'année civile précédente.

§ 2. Ce rapport justifie notamment l'encadrement mis en œuvre pour la réalisation du projet pédagogique, ainsi que la manière dont les qualifications du personnel y ont contribué.

Il comporte également l'évaluation et, si nécessaire, l'actualisation de tous les éléments dont il doit être tenu compte pour l'élaboration du projet pédagogique.

Art. 9. § 1er. Le service doit tenir une comptabilité régulière suivant le plan comptable minimum normalisé.

§ 2. Annuellement, avant la fin du mois de juin, il adresse à l'administration, suivant les modalités définies par le Ministre, un exemplaire des comptes annuels de l'année écoulée ainsi qu'un budget pour l'exercice en cours; il y est joint une attestation d'un expert-comptable externe qui les a vérifiés. Le numéro d'immatriculation à l'Institut des experts-comptables doit être repris sur l'attestation.

En ce qui concerne les services organisés par une personne morale de droit public, l'exigence détaillée aux alinéas précédents est remplacée par une attestation des comptes délivrée par l'autorité compétente.

§ 3. Lorsque au terme d'un exercice, le déficit atteint ou dépasse cinq pour cent du produit de l'année, ou si le déficit cumulé atteint ou dépasse dix pour cent du produit de l'année, le service avise l'administration de cette situation et lui communique les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour rétablir l'équilibre financier.

Art. 10. § 1er. Un exemplaire des comptes annuels et du rapport d'activités est tenu à la disposition des membres du service qui pourront le consulter sur simple demande.

§ 2. Le service a l'obligation de communiquer à l'administration, dans le mois, toute modification des données fournies lors de l'instruction de la demande d'agrément; il informe celle-ci au moins une fois l'an de la composition de l'assemblée générale et du conseil d'administration de l'association sans but lucratif.

§ 3. Il a en outre l'obligation de communiquer les renseignements demandés par l'administration.

Section 5. — Les conditions relatives aux premiers soins.

Art. 11. Tout membre du personnel doit être capable de dispenser les premiers soins destinés aux jeunes. Le service doit disposer du nécessaire pour ces premiers soins dans une armoire fermée à clé, située dans un endroit inaccessible aux jeunes.

CHAPITRE II. — La procédure d'agrément

Art. 12. Le service introduit sa demande d'agrément, sous pli recommandé, auprès de l'administration.

A cette demande sont joints :

1° le projet pédagogique que le service compte mettre en œuvre, dont question à l'article 5;
2° un exemplaire des statuts ou de tout autre document attestant que la condition prévue à l'article 4, 1°, est bien remplie.

Art. 13. La procédure d'agrément est celle fixée par les articles 28, 29, 31, 32, 33, 34 et 35 de l'arrêté du 7 décembre 1987.

Il faut tenir compte, pour l'application de l'article 32 susvisé, des obligations fixées à l'article 7, §§ 1er et 2 du présent arrêté.

TITRE III. — L'octroi des subventions**CHAPITRE 1er. — Dispositions générales**

Art. 14. § 1er. Le Ministre détermine la catégorie de service qu'il agrée et subventionne, en tenant compte des normes fixées à l'annexe 5 du présent arrêté.

§ 2. Toute dépense effectuée doit pouvoir être justifiée, et les preuves de paiement doivent être tenues à la disposition de l'administration.

§ 3. Les subventions qui doivent être restituées à l'administration peuvent être portées en déduction des subventions allouées.

Art. 15. La détermination du nombre de prises en charge se fait de la manière suivante :

1° la période de référence annuelle court du 1er juin d'une année au 31 mai de l'année suivante;
2° le nombre moyen minimum de prises en charge à effectuer pendant chacune des périodes de référence correspond à une moyenne journalière;

3° la prise en charge débute à la date du premier contact;

4° lorsque le service est sollicité par simple convention privée, conformément à l'article 3, § 2, la convention mentionne la date à laquelle débute la prise en charge; les dossiers ouverts sur la base d'une convention ne peuvent dépasser 10 % de l'ensemble des dossiers en cours ouverts et ne peuvent faire obstacle à la prise en charge autre que celle prévue au présent alinéa;

5° la prise en charge se termine :

— soit automatiquement, lorsque la durée maximale de la mission est atteinte, conformément à l'article 3, § 4;

— soit lorsque le mandant décide de mettre fin à la mission;

— soit, dans le cadre d'une procédure civile, lorsque le service constate l'impossibilité de poursuivre la mission, conformément à l'article 3, § 6;

6° pour le calcul du nombre moyen de prises en charge simultanées durant la période de référence, les jours de prise en charge sont comptabilisés pour leur durée en jours dans la période de référence considérée, et le total des journées de prise en charge est divisé par le nombre de jours de la période de référence; en cas de fratrie, il est compté une prise en charge par enfant; le nombre de prises en charge est toutefois plafonné à trois si la fratrie se compose de plus de trois enfants.

Art. 16. § 1er. Deux catégories d'agrément sont définies comme suit :

une catégorie I avec un minimum requis de 20 prises en charge;

une catégorie II avec un minimum requis de 26 prises en charge.

§ 2. Tout nouveau service est obligatoirement agréé en catégorie I.

§ 3. Lorsque le minimum requis de prises en charge n'est pas atteint durant deux périodes de référence annuelle consécutives, le service reste agréé dans sa catégorie.

Au-delà de ces deux périodes de références annuelles consécutives, l'agrément peut être retiré ou octroyé en catégorie inférieure par le Ministre pour autant qu'un service de catégorie I soit maintenu dans chaque ressort.

Le Ministre peut déroger à la mesure de réduction de catégorie pour autant que le service justifie avoir été empêché de fonctionner normalement par suite de circonstances de force majeure.

§ 4. Le service qui, durant la dernière période de référence annuelle atteint 26 prises en charge, a la possibilité d'introduire une demande en vue d'être agréé en catégorie II.

Art. 17. Les subventions comprennent :

a) la subvention pour frais de personnel;

b) la subvention pour frais de fonctionnement.

CHAPITRE II. — Les subventions pour frais de personnel.

Art. 18. § 1er. Une subvention annuelle provisionnelle est allouée au service. Cette subvention est calculée sur base annuelle, eu égard aux éléments suivants :

1° la catégorie, telle que déterminée aux articles 15 et 16;

2° les normes de référence, telles que visées à l'annexe 5;

3° les conditions de qualification et les échelles barémiques de rémunération du personnel, telles que fixées aux annexes 3 et 4;

4° les modalités de calcul de l'ancienneté pécuniaire acquise dans le secteur de l'aide à la jeunesse, telles que fixées à l'annexe 2.

§ 2. La subvention provisionnelle est liquidée par douzièmes, mensuellement et à terme échu.

§ 3. La subvention provisionnelle est adaptée sur la base d'un coefficient fixé par le Ministre, sur base des échelles barémiques, des charges patronales légales et des avantages complémentaires accordés en vertu des conventions collectives de travail sectorielles.

§ 4. Ensuite d'une demande lui adressée par le service, le Ministre peut procéder à l'adaptation de la subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel lorsque celle-ci est devenue insuffisante du fait de l'évolution de l'ancienneté ou de la qualification du personnel en place dans le service.

La demande doit être introduite par lettre recommandée pour chaque année concernée; elle doit préciser l'impact financier annuel.

§ 5. En cas de changement de catégorie du service, il est procédé à la révision de la subvention provisionnelle.

La révision, qui porte uniquement sur les éléments de calcul modifiés par le nouvel agrément, est effectuée conformément aux dispositions du § 1er.

Art. 19. § 1er. Chaque année, il est procédé à la fixation de la subvention définitive, sur base des pièces justificatives requises par l'administration.

§ 2. L'utilisation de la subvention provisionnelle visée à l'article 18 est justifiée conformément aux dispositions des annexes 1, 2, 3 et 4.

§ 3. La partie de la subvention provisionnelle dont l'utilisation n'est pas justifiée constitue un trop-perçu récupérable par l'administration.

CHAPITRE III. — *Les subventions pour frais de fonctionnement*

Art. 20. § 1er. La subvention pour frais de fonctionnement couvre les dépenses suivantes :

- 1° la dotation aux amortissements ou à la location de locaux et terrains;
- 2° l'aménagement des locaux et terrains;
- 3° l'entretien des locaux, en ce compris le paiement du personnel d'entretien, sur base de factures dûment établies, à concurrence d'un maximum annuel de 106 554 francs, T.V.A. incluse;
- 4° la dotation aux amortissements ou à la location des mobiliers, matériels et équipements;
- 5° l'entretien des mobiliers, matériels et équipements;
- 6° l'eau, le gaz, l'électricité et le combustible de chauffage;
- 7° les frais de déplacement de service;
- 8° les frais de correspondance, de communications, de documentation, de reproduction et de publications légales;
- 9° les fournitures de bureau et les équipements;
- 10° les assurances incendie, vol et responsabilité civile, et les frais de centrale d'alarme;
- 11° les taxes;
- 12° les frais de secrétariat social, à savoir le calcul des salaires, les formalités liées au paiement des salaires et à accomplir dans le cadre de la législation sociale et fiscale, le soutien logistique et juridique; sur base de factures dûment établies, ces frais sont couverts par la subvention à concurrence de maximum 1,2 % de la masse salariale brute subventionnée, T.V.A. incluse;
- 13° les frais de tenue de la comptabilité, sur base de factures dûment établies; ces frais sont pris en considération à concurrence d'un maximum annuel de 47 950 francs indexables, hors T.V.A.; le montant de la T.V.A. est également pris en considération;
- 14° les frais de vérification des comptes annuels par un expert-comptable agréé, conformément aux dispositions de l'article 9, § 2; ces frais sont pris en considération à concurrence d'un maximum annuel de 17 759 francs indexables, T.V.A. incluse;
- 15° les frais exceptionnels, dans le cadre des tâches visées aux 12°, 13° et 14° du présent paragraphe, pour autant qu'il y ait accord de l'administration;
- 16° les frais pour la formation de spécialisation du personnel, en rapport avec la fonction occupée et le niveau de celle-ci, les études générales étant exclues, et les frais de participation à des colloques, conférences, séminaires et congrès;
- 17° les frais de supervision pédagogique, sur base de factures dûment établies, à concurrence d'un maximum annuel de 159 830 francs indexables, T.V.A. incluse;
- 18° les frais bancaires et les charges d'emprunt nécessaires au bon fonctionnement du service, dans le cadre de l'application des dispositions du présent arrêté;
- 19° les cotisations à des groupements professionnels;
- 20° les frais de déménagement;
- 21° les frais d'accueil des jeunes et des visiteurs;
- 22° les frais d'information et de promotion du service;
- 23° les assurances;
- 24° les frais de mission, suivant les modalités applicables au personnel de l'administration.

§ 2. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement est fixée aux montants annuels suivants :

— Catégorie I : 523 060 francs indexables;

— Catégorie II : 584 990 francs indexables.

§ 3. La subvention provisionnelle est liquidée par douzièmes, mensuellement et à terme échu.

TITRE IV. — *Dispositions transitoires*

Art. 21. Les conventions signées avec les "espaces-rencontre" en tant que projets-pilotes sont prolongées jusqu'à l'agrément du service conformément à l'article 13, et au maximum 3 mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les services agréés avant le 30 juin 1995 sont obligatoirement agréés en catégorie II.

Art. 22. Le montant des dépenses plafonné fixé à l'article 20, § 1er, est applicable à partir du 1er janvier de l'année suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

TITRE V. — Dispositions finales

Art. 23. Pour les montants indexables qui ne constituent pas des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Ces montants sont liés à l'indice-pivot 138,01; le coefficient d'indexation 1,0000 correspond aux montants indexés au 1er janvier 1990.

Art. 24. Pour les montants qui constituent des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application de la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Ces montants sont liés à l'indice-pivot 138,01; le coefficient d'indexation 1,0000 correspond aux montants indexés au 1er janvier 1990.

Art. 25. Les annexes 1 à 5 font partie intégrante du présent arrêté.

Art. 26. Le présent arrêté entre en vigueur le 16 mai 1995.

Art. 27. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Annexe 1

**Normes prises en considération
pour la fixation de la subvention définitive pour frais de personnel
visée à l'article 19**

I. Les éléments suivants sont pris en considération pour la fixation de la subvention définitive :

1° le paiement de rémunérations calculées suivant les conditions de qualification et les échelles barémiques de rémunération reprises aux annexes 3 et 4, ainsi que les charges patronales légales et les avantages complémentaires accordés en vertu des conventions collectives de travail sectorielles;

2° l'ancienneté pécuniaire, calculée selon les modalités fixées à l'annexe 2, 6° : sont admissibles tous les services prestés effectivement, ainsi que ceux assimilables à des services effectifs en vertu de la législation sociale;

3° seuls les services prestés à partir de l'âge fixé pour chaque fonction dans l'annexe 4; pour le personnel de direction, les prestations intérieures dans des fonctions autres que celles de direction ne sont prises en considération qu'à concurrence de septante-cinq centièmes pour déterminer l'ancienneté pécuniaire, sans préjudice des dispositions visées à l'annexe 2, 4°.

II. Les documents suivants sont requis en vue de prouver la réalité des prestations invoquées :

1° l'attestation de l'employeur précisant la fonction occupée, la période exacte des prestations, l'horaire hebdomadaire presté;

2° l'attestation relative aux versements effectués auprès d'une caisse de pension ou d'un organisme de sécurité sociale;

3° tout autre document justificatif éventuellement requis par l'administration.

III. Certaines dépenses en frais de personnel ne sont pas prises en considération :

1° les rémunérations payées à des membres du personnel n'ayant pas la qualification fixée dans l'annexe 3;

2° la partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les personnes morales de droit public pour un horaire complet, à l'exception des prestations dans l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel des services de l'aide à la jeunesse; à titre transitoire, les cumuls à charge des pouvoirs publics existant avant le 1er août 1975 sont tolérés jusqu'à leur fin normale;

3° en cas de cessation d'activité du service, les charges de préavis sont subsidiées uniquement lorsqu'elles correspondent à des prestations effectives.

IV. 1° Lorsque le service alloue des avantages complémentaires à ceux prévus par des conventions collectives de travail sectorielles, il doit justifier de fonds propres d'un montant équivalent.

2° La subvention définitive peut être justifiée par un paiement d'une allocation annuelle spéciale indexable de 20 000 francs par an, octroyée proportionnellement à l'horaire hebdomadaire presté et payée mensuellement par douzième.

V. Sont également pris en considération :

1° les frais de vérification des comptes annuels, dans les limites fixées à l'article 20, § 1er,

2° les frais de prestation de personnes ou de sociétés pour des tâches de secrétariat social ou de tenue de comptabilité, tels que visés à l'article 20 § 1er.

Bruxelles, le 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Annexe 2

Normes applicables pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire reconnue dans le secteur de l'aide à la jeunesse, prise en considération pour le calcul et l'adaptation de la subvention provisionnelle pour frais de personnel, tel que prévu à l'article 18

1° Les mois de prestations comptent pour l'ancienneté à partir de l'âge de prise de rang indiqué pour chaque fonction dans l'annexe 4.

2° Les mois civils prestés incomplètement chez un ou plusieurs employeurs ne sont pas comptés dans l'ancienneté.

3° Prise en considération, pour les membres du personnel en place, des anciennetés calculées dans les limites suivantes:

a) prestations à temps plein ou partiel effectuées dans la fonction occupée dans le service subventionné ainsi que les prestations antérieures effectuées dans une fonction analogue:

— dans un ou plusieurs services principalement agréés ou subventionnés par la Protection de la jeunesse et l'Aide à la Jeunesse, ainsi que dans les services officiels de la Protection de la jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse;

— dans un ou plusieurs établissements agréés pour l'accueil des mineurs d'âge handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

— les prestations d'éducateur et d'assistant social ou en psychologie, notamment, sont considérées comme analogues;

b) les membres du personnel ayant presté dans les secteurs du point a) précité avant le 1er janvier 1984 conservent, pour les prestations antérieures à cette date, l'ancienneté acquise à la date de la sortie du secteur subventionné par la Protection de la jeunesse avant le 1er janvier 1984 le cas échéant, ou l'ancienneté acquise à la date du 31 décembre 1983 s'il n'y a pas d'interruption des prestations dans le secteur précité;

c) cette ancienneté acquise est calculée sur les bases suivantes:

fonction services admissibles pour le calcul de l'ancienneté

éducateur toutes prestations antérieures d'éducateur, psychologue, assistant social, enseignant, surveillant d'école, ministre du culte

administratif toutes prestations administratives antérieures

assistant social toutes prestations d'assistant social antérieures

psychologue toutes prestations antérieures de psychologue

directeur toutes les prestations antérieures citées ci-dessus, ainsi que les prestations de direction dans le secteur pédagogique, social et paramédical

4° Pour le personnel de direction, les prestations antérieures dans des fonctions autres que de direction ne sont prises en considération qu'à concurrence de 75 %, et à partir de l'âge de 24 ans; néanmoins, cette réduction ne s'applique pas :

a) aux titulaires d'une des licences universitaires mentionnées au point A, 3° de l'annexe 3;

b) lorsqu'elle entraîne une diminution de la rémunération en cas de promotion à la fonction de direction; dans ce cas, il y a maintien de la rémunération liée à la fonction précédente, sans préjudice de son indexation, jusqu'à ce que la rémunération normalement applicable pour la fonction de direction dépasse la rémunération liée à la fonction précédente.

5° La totalité de l'ancienneté est maintenue à tout membre du personnel en cas de promotion à un autre grade, sauf la fonction de direction ou de changement de fonction, tant que ce membre effectue des prestations au service d'un même pouvoir organisateur de service.

6° Il est procédé au calcul de l'ancienneté selon les modalités suivantes :

a) lorsque l'horaire hebdomadaire presté augmente par rapport à celui presté lors d'une période antérieure, le calcul de l'ancienneté pécuniaire est adapté suivant la formule :

période de prestations antérieures (en mois) $\times \frac{\text{horaire hebdomadaire période antérieure}}{\text{horaire hebdomadaire période actuelle}} = \text{mois};$

b) lorsque l'horaire hebdomadaire presté diminue par rapport à celui presté lors d'une période antérieure, le calcul de l'ancienneté pécuniaire ne doit pas être adapté;

c) lorsque l'horaire hebdomadaire presté complet ou partiel est équivalent à celui d'une période antérieure, il est compté un mois d'ancienneté pécuniaire par mois de prestation;

d) au résultat d'un calcul d'ancienneté sur la base des points a) b) et c) ci-dessus, les décimales du nombre de mois sont arrondies à l'unité supérieure.

Bruxelles, le 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Annexe 3

Conditions de qualification justifiant l'octroi de la subvention provisionnelle visée à l'article 18**A. Personnel psycho-médico-social.****1° Educateur classe 1 :**

— un diplôme ou certificat d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique, paramédical ou social (à l'exception de celui de bibliothécaire-documentaliste), au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale;

— est assimilé à cette qualification l'éducateur de classe 2a ou 2b qui était en fonction au 1er septembre 1966, à condition de compter respectivement dix et quinze années de service comme éducateur au 21 décembre 1974.

2° Assistant ou auxiliaire social, assistant en psychologie.

3° Licencié en psychologie, en sciences psychologiques et pédagogiques, en sciences psycho-pédagogiques, en sciences de l'éducation, en sciences psychologiques ou en psycho-pédagogie. Licencié en droit, criminologie, sciences humaines ou sociologie.

B. Personnel administratif.

Rédacteur : certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé.

C. Personnel de direction.

Directeur ou coordinateur : un diplôme tel que visé au point A, 2° ou 3° ou un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur pédagogique ou social (à l'exception de bibliothécaire-documentaliste) au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale, ainsi que trois ans de fonctions éducatives.

Bruxelles, le 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Annexe 4

Echelles barémiques de rémunération justifiant l'octroi de la subvention provisionnelle visée à l'article 18**A. Personnel psycho-médico-social.****1° Educateur classe I (20 ans) : 591.351 — 929.736**

3/1 x 10 689

1/2 x 10 689

1/2 x 14 246

2/2 x 28 493

9/2 x 24 933

2° Assistant ou auxiliaire social, assistant en psychologie (23 ans) : 621 032 — 1 070 419

3/1 x 12 464

2/2 x 21 372

1/2 x 103 293

3/2 x 21 372

1/1 x 21 372

1/1 x 73 610

5/2 x 21 372

3° Licencié (24 ans) : 822 687 — 1 280 574

3/1 x 24 933

10/2 x 38 291

B. Personnel administratif.**Rédacteur (20 ans) : 513 753 — 840 690**

3/1 x 10 689

2/2 x 10 303

7/2 x 24 993

1/2 x 24 934

3/2 x 24 933

C. Personnel de direction.**Directeur, coordinateur (24 ans) : 822 867 — 1 280 576**

3/1 x 24 933

10/2 x 38 291

D. Rémunération annuelle minimum garantie (à partir de 21 ans) : 498 380 F.

Bruxelles, le 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Annexe 5

**Normes de références prises en considération pour le calcul
de la subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée à l'article 18**

Catégorie I :

2,25 fonctions à temps plein au total, soit :

0,25 coordinateur

1,5 licencié (1) ou assistant social ou en psychologie ou éducateur classe 1

0,5 rédacteur

Catégorie II :

3 fonctions à temps plein au total, soit :

0,5 coordinateur

2 licencié (1) ou assistant social ou en psychologie ou éducateur classe 1

0,5 rédacteur

(1) Licencié dans les différentes spécialités précisées au point A, 3°, de l'annexe 3.

Remarqués :

a) Au moins un emploi mi-temps doit être confié à un licencié, qu'il soit ou non coordinateur.

b) Au moins 11 % de l'effectif et au maximum 50 % doit être titulaire d'un diplôme de licencié.

c) Dans l'effectif, au moins une fonction mi-temps doit être occupée par le membre du personnel ayant la responsabilité de coordinateur.

Bruxelles, le 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 96 - 58

[S - C - 29639]

**15 MEI 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende de erkenning van de diensten "Espace-Rencontre"
en de toekenning van toelagen aan deze diensten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, gewijzigd bij de wet van 2 februari 1994;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op de artikelen 43 tot 49;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het besluit van 7 december 1987 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;

Gelet op het besluit van 12 november 1991 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de werking van de Erkenningscommissie, opgericht bij het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van 20 juli 1992 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de datum van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, die verband houden met de Erkenningscommissie;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de na de beraadslaging van 15 mei 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap genomen beslissing,

Besluit :

TITEL I. — Definities en toepassingsgebied**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

— decreet : het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

— wet : de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

— besluit van 7 december 1987 : het besluit van 7 december 1987 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;

- Minister : de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;
- bestuur : het bestuur van de Franse Gemeenschap belast met de hulpverlening aan de jeugd;
- directeur : de directeur van de hulpverlening aan de jeugd;
- adviseur : de adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd;
- ambtsgebied : de provincie of het Brusselse hoofdstedelijk grondgebied;
- kind : de jongere onder de 18 jaar;
- vertrouwden : de personen die het milieu van het gezinsleven van de jongere vormen met inbegrip van de opvangouders;
 - dienst : de dienst "Espace- Rencontre", zoals bepaald in artikel 2;
 - bezoekrecht : het bezoekrecht waarover de adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd onderhandelt of dat toegestaan wordt door de Burgerrechtbank aan de ouder of aan de vertrouwde aan wie de bewaring van het kind niet werd toevertrouwd;
 - terlasteneming : de aanwending van de middelen waarmee de dienst zijn medewerking verleent aan de uitgesproken maatregel;
 - tussenkomst : het bezoekrecht werkelijk uitgeoefend in het kader van de begeleidingsopdracht van het bezoekrecht;
 - lastgever : de in artikel 3, § 1, bedoelde machten en de in artikel 3 § 2 bedoelde personen.

Art. 2. De dienst heeft als opdracht de uitoefening van het bezoekrecht van iedere persoon die dit recht heeft t.o.v. een kind te begeleiden, wanneer de uitoefening van bedoeld recht tot conflicten kan leiden;

Art. 3. § 1. De dienst werkt op basis van een beslissing van de adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd of van de Hoven en Rechtbanken die tussenkomen :

- hetzij in het kader van een van de in de artikelen 36, 37 en 38 bedoelde artikelen van het decreet;
- hetzij in het kader van een burgerlijke procedure die betrekking heeft op de bewaring van het kind;
- hetzij in het kader van een strafvordering bedoeld in artikel 369 van het Strafwetboek;
- hetzij in het kader van een procedure bedoeld in de artikelen 32 en 33 van de wet.

De dienst is ertoe gemachtigd op te treden wanneer het kind, dat bezoekrecht heeft, in een niet begeleid opvanggezin werd geplaatst.

§ 2. Er mag uitzonderlijk een beroep gedaan worden op de dienst bij gewone privé-overeenkomst bij minnelijke schikking.

§ 3. De inhoud van de in §§ 1 en 2 bedoelde beslissing is bepaald door de lastgever(s) in naleving van het pedagogisch project van de dienst.

§ 4. De dienst mag deze beslissing niet uitvoeren indien het onderwerp ervan, het kader van de tussenkomst waarin zij plaatsvindt, alsook haar maximale vernieuwbare duur van 6 maanden, niet nader bepaald worden. Hij kan evenmin een opdracht betreffende een expertise, een therapeutische opvolging en de sociale begeleiding.

§ 5. Onder begeleiding van de uitoefening van het bezoekrecht wordt verstaan :

- a) het voorbereiden van iedere betrokken persoon, de kinderen inbegrepen, op de uitoefening van het begeleid bezoekrecht;
- b) het begeleiden in de uitoefening van het bezoekrecht, door enkel en alleen het kind en de personen betrokken bij de uitoefening van dat recht te ontvangen in een geschikt lokaal;
- c) de evaluatie met iedere betrokken persoon van de evolutie van de uitoefening van het bezoekrecht;
- d) de aarmoediging van de betrokken personen en eventueel de lastgevers om alle middelen in het werk te stellen die de uitoefening van het bezoekrecht in natuurlijke omgeving kunnen vergemakkelijken.

§ 6. De dienst kan de opdracht of de voortzetting ervan slechts weigeren nadat hij iedere betrokken persoon heeft ontvangen en indien deze opdracht niet in het kader van het pedagogisch project kan uitgevoerd worden; in dat geval zendt de dienst een brief naar de lastgever, waarin de redenen worden opgegeven.

§ 7. Nadat de betrokken partijen op de hoogte werden gesteld, stuurt de dienst de lastgever een verslag toe over het verloop van de uitoefening van het bezoekrecht.

De elementen die in dit verslag worden opgenomen moeten in elk geval de neutraliteit van "Espace - Rencontre" vrijwaren. De dienst mag aan de lastgever geen verslag uitbrengen over het inhoudelijke van de ontmoetingen tussen de kinderen en de personen die bezoekrecht hebben.

TITEL II. — De erkenning

HOOFDSTUK I. — De voorwaarden voor de erkenning

Sectie 1. — De algemene voorwaarden

Art. 4. Elke dienst die wenst erkend te worden in het kader van dit besluit moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk met als doelstelling dat waarvoor de erkenning werd aangevraagd of opgericht en georganiseerd zijn door een provincie, een of meer gemeenten, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een instelling van openbaar nut;

2° zijn burgerlijke aansprakelijkheid, deze van zijn personeel en deze van zijn goederen laten dekken door verzekeringspolissen waarvan het bedrag toereikend is;

3° zich onderwerpen aan de inspectie van de ambtenaren die daartoe door de Minister worden afgevaardigd;

4° ten minste over de volgende lokalen beschikken :

- a) een onthaalplaats, waar de mensen betrokken bij het bezoekrecht terecht kunnen en zich kunnen inschrijven;
- b) een transitlokaal, waarin de ouder en het kind zich kunnen afzonderen;

c) een ontmoetingsplaats tussen de gerechtigde op het bezoekrecht en een of meer kinderen; dit lokaal moet plaats kunnen bieden voor verschillende families in verschillende lokalen; de totale oppervlakte van de plaats (plaatsen) telt ten minste 100 m², wanneer de erkende capaciteit bedoeld bij artikel 16, § 2, uit 25 kinderen bestaat; zij is ten minste 140 m² groot wanneer de capaciteit uit 33 kinderen bestaat;

d) een afgezonderde ontmoetingsplaats, waar men kan voorzien in specifieke behoeften, eigen aan de leeftijd van de kinderen of aan de moeilijkheid van de ontmoeting.

Sectie 2. — De voorwaarden betreffende het pedagogisch project

Art. 5. § 1. Het pedagogisch project bepaalt al de doelstellingen en beschrijft de gebruikte middelen om ze te verwezenlijken.

§ 2. Het wordt geregeld geëvalueerd, ten minste eenmaal per jaar, en zo nodig geactualiseerd, in afspraak met de leden van de dienst.

Het moet bijgewerkt worden wanneer het niet meer beantwoordt aan de werkmethodes van de dienst.

§ 3. Een exemplaar van het pedagogisch project wordt aan al de leden van de dienst bezorgd.

§ 4. Een document dat een bondige samenvatting van het pedagogisch project geeft, wordt ter beschikking gesteld van iedere particulier, dienst of instelling belast met de algemene of gespecialiseerde maatschappelijke hulpverlening, communautaire instelling of gerechtelijke instantie van het betrokken arrondissement en van ieder lid van de Arrondissementsraad voor de hulpverlening aan de jeugd, die erom zou verzoeken.

§ 5. Het in § 4 bedoelde document wordt ambtshalve door de dienst naar al de overheden gezonden die het zou kunnen mandateren.

Art. 6. Het pedagogisch project wordt opgesteld overeenkomstig het genormaliseerd schema bepaald door de Minister, rekening houdend met de volgende verplichtingen:

1° de normale activiteitsuren vermelden alsmede de namen, functies en kwalificaties van het personeel;

2° de bijzondere kwalificaties vermelden die vereist zijn voor de personeelsleden; de vereiste begeleiding verantwoordend rekening gehouden met het pedagogisch project;

3° de doelstellingen en de aangewende pedagogische middelen nader bepalen, met inbegrip van de inschakeling van een interdisciplinaire arbeid;

4° de modaliteiten bekend maken volgens welke de dienst de pedagogische supervisie op het personeel en de evaluatie van zijn activiteiten waarneemt;

een pedagogische supervisie ten minste tijdens het eerste jaar dienstactiviteiten uitvoeren;

een doorgezette opleiding van al de personeelsleden organiseren;

5° de bepalingen van de in artikel 4 van het decreet bedoelde plichtenleer integreren.

Sectie 3. — De voorwaarden betreffende het personeel

Art. 7. § 1. De personeelsleden van de erkende dienst alsook de regelmatig tewerkgestelde personen of zij die in de lokalen voorbehouden voor de activiteiten van de erkende dienst aanwezig zijn, moeten een getuigschrift van goed zedelijk gedrag voorleggen.

Deze personen mogen in geen geval veroordeeld of geïnterneerd geweest zijn voor feiten van aarnding aan de eerbaarheid, verkrachting, jeugdbederf of prostitutie alsook openbaar zedenmisdrijf, die zouden bedreven zijn op of ten overstaan van minderjarigen.

§ 2. De in § 1 bedoelde personen moeten door een geneesheer geschikt verklaard worden om in de dienst te werken of er aanwezig te zijn.

Onverminderd de bepalingen van de sociale wetgeving betreffende de arbeidsgeneeskunde die op hen toepasselijk zijn, moeten deze personen zich jaarlijks onderwerpen aan een medisch onderzoek.

§ 3. De personeelsleden moeten de kwaliteiten op het gebied van contact en gevoelsevenwicht hebben die nodig zijn voor hun prestaties en bekwaam zijn om zich op de geschikte pedagogische manier te gedragen.

Sectie 4. — De voorwaarden inzake het bijhouden van de administratieve en boekhoudingsdocumenten

Art. 8. § 1. Jaarlijks stuurt de dienst vóór het einde van de maand juni naar het bestuur en volgens de door de Minister bepaalde voorschriften een activiteitenverslag dat het vorig kalenderjaar omvat.

§ 2. Dit verslag geeft onder andere verantwoording voor de begeleiding aangewend voor de verwezenlijking van het pedagogisch project, alsook voor de manier waarop de kwalificaties van het personeel ertoe hebben bijgedragen.

Het bevat eveneens de evaluatie en, zo nodig, het actualiseren van al de elementen waarmee rekening dient te worden gehouden voor het tot stand brengen van het pedagogisch project.

Art. 9. § 1. De dienst moet een regelmatige boekhouding voeren volgens de minimumindeling van het algemeen rekeningstelsel.

§ 2. Jaarlijks stuurt de dienst vóór het einde van de maand juni naar het bestuur en volgens de door de Minister bepaalde voorschriften een exemplaar van de jaarrekeningen van het voorbije jaar alsook een begroting voor het lopende jaar samen met een attest van een externe accountant die de rekeningen heeft nagezien. Het inschrijvingsnummer bij het Instituut voor accountants moet op het attest vermeld zijn.

Wat de diensten betreft die door een publiekrechtelijke rechtspersoon worden georganiseerd, wordt de in de vorige alinea's gedetailleerde vereiste vervangen door een rekeningenattest afgeleverd door een bevoegde overheid.

§ 3. Wanneer op het einde van een dienstjaar het tekort vijf percent van de opbrengsten van het jaar bereikt of overschrijdt, of wanneer het gecumuleerd tekort tien percent van de opbrengsten van het jaar bereikt of overschrijdt, dan brengt de dienst het bestuur op de hoogte van deze toestand en deelt hem de middelen mede die hij denkt in te zetten om het financieel evenwicht te herstellen.

Art. 10. § 1. Een exemplaar van de jaarrekeningen en van het activiteitenverslag wordt ter beschikking gehouden van de leden van de dienst die het op gewoon verzoek kunnen inzien.

§ 2. De dienst is ertoe verplicht aan het bestuur elke wijziging van de gegevens die verstrekt werden tijdens het onderzoek van de aanvraag tot erkenning binnen de maand mede te delen; hij stelt ten minste eenmaal per jaar het bestuur op de hoogte van de samenstelling van de algemene vergadering en van de raad van bestuur van de vereniging zonder winstoogmerk.

§ 3. Hij is bovendien verplicht de door het bestuur gevraagde inlichtingen mede te delen.

Sectie 5. — De voorwaarden betreffende de eerste hulp

Art. 11. Ieder personeelslid moet bekwaam zijn de eerste hulp aan de jongeren te verstrekken.

De dienst moet voor deze eerste hulp over het nodige beschikken in een kast op slot, die zich in een plaats bevindt waartoe de jongeren geen toegang hebben.

HOOFDSTUK II. — *De procedure tot erkenning*

Art. 12. De dienst dient zijn aanvraag tot erkenning bij het bestuur per aangetekende brief in.

Bij deze aanvraag worden gevoegd :

1° het pedagogisch project dat de dienst denkt in te zetten, waarvan sprake in artikel 5;

2° een exemplaar van de statuten of elk ander document waaruit blijkt dat aan de in artikel 4 voorzien voorwaarde werkelijk is voldaan.

Art. 13. De procedure tot erkenning is deze die bepaald is bij de artikelen 28, 29, 31, 32, 33, 34 en 35 van het besluit van 7 december 1987.

Voor de toepassing van hoger vernoemd artikel 32 moet rekening gehouden worden met de verplichtingen bepaald bij artikel 7, §§ 1 en 2 van dit besluit.

TITEL III. — *De toekenning van de toelagen*HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 14. § 1. De Minister bepaalt de dienstcategorie die hij erkent en subsidieert, rekening houdend met de normen vastgesteld in de bijlage 5 bij dit besluit.

§ 2. Elke verrichte uitgave moet kunnen verantwoord worden en de bewijsstukken van de betaling moeten ter beschikking van het bestuur gehouden worden.

§ 3. De toelagen die aan het bestuur moeten teruggestort worden mogen in mindering gebracht worden van de toegekende toelagen.

Art. 15. De bepaling van het aantal tenlastenemingen gebeurt als volgt :

1° de referentieperiode per jaar loopt vanaf 1 juni van het ene jaar tot 31 mei van het volgende jaar;

2° het gemiddelde van het minimaal aantal tenlastenemingen die gedurende elke referentieperiode moeten gebeuren, stemt overeen met een gemiddelde per dag;

3° de tenlasteneming vangt aan op de datum van de eerste contactopneming;

4° wanneer een beroep op de dienst wordt gedaan bij gewone privé-overeenkomst, overeenkomstig artikel 3, § 2, wordt op de overeenkomst de datum vermeld waarop de tenlasteneming een aanvang neemt; de dossiers die geopend worden op basis van een overeenkomst mogen de 10 % van al de geopende dossiers die aan de gang zijn niet overschrijden en mogen geen hindernis zijn voor een andere tenlasteneming dan deze die in dit lid voorzien is;

5° de tenlasteneming neemt een einde :

— ofwel automatisch, wanneer de maximale duur van de opdracht is bereikt, overeenkomstig artikel 3, § 4;

— ofwel wanneer de lastgever beslist een einde te stellen aan de opdracht;

— ofwel, in het kader van een burgerlijke procedure, wanneer de dienst tot de vaststelling komt dat het onmogelijk is de opdracht verder te zetten, overeenkomstig artikel 3, § 6;

6° voor de berekening van het gemiddeld aantal gelijktijdige tenlastenemingen tijdens de referentieperiode, zijn de dagen tijdens welke de tenlasteneming heeft plaatsgehad wat hun duur betreft opgeteld in dagen in de betrokken referentieperiode, en het totaal van de dagen tijdens welke de tenlasteneming werd gedaan wordt gedeeld door het aantal dagen van de referentieperiode; ingeval van broeder- en zusterschap, wordt er een tenlasteneming per kind gerekend; het aantal tenlastenemingen is evenwel beperkt tot ten hoogste drie indien het broeder- en zusterschap uit meer dan drie kinderen bestaat.

Art. 16. § 1. Twee erkenningscategorieën worden als volgt bepaald :

een categorie I met een vereist minimum van 20 tenlastenemingen;

een categorie II met een vereist minimum van 26 tenlastenemingen.

§ 2. Elke nieuwe dienst wordt verplicht erkend in categorie I.

§ 3. Wanneer het vereiste minimum van tenlastenemingen niet wordt bereikt tijdens twee opeenvolgende jaarlijkse referentieperiodes, behoudt de dienst zijn erkenning in zijn categorie.

Na deze twee opeenvolgende jaarlijkse referentieperiodes, kan de erkenning door de Minister ingetrokken worden of toegekend in de lagere categorie, voor zover er een dienst van categorie I wordt behouden in elk ambtsgebied.

De Minister kan een afwijking toestaan op de beslissing van verlaging van categorie voor zover de dienst verantwoording geeft dat hij werd verhinderd normaal te werken ten gevolge van omstandigheden van overmacht.

§ 4. De dienst die tijdens de laatste jaarlijkse referentieperiode het cijfer van 26 tenlastenemingen bereikt, heeft de mogelijkheid een aanvraag in te dienen om erkend te worden in categorie II.

Art. 17. De toelagen omvatten :

a) de toelage voor personeelsuitgaven;

b) de toelage voor werkingskosten.

HOOFDSTUK II. — *De toelagen voor personeelsuitgaven*

Art. 18. § 1. Een jaarlijkse provisionele toelage wordt uitgekeerd aan de dienst. Deze toelage wordt berekend op jaarlijkse basis, gelet op de volgende elementen :

1° de categorie, zoals bepaald in de artikelen 15 en 16;

2° de referentienormen, zoals bedoeld in bijlage 5;

3° de voorwaarden voor de kwalificatie en de barema's voor de bezoldiging van het personeel, zoals vastgesteld in de bijlagen 3 en 4;

4° de modaliteiten voor de berekening van de geldelijke anciënniteit verworven in de sector van de hulpverlening aan de jeugd, zoals vastgesteld in bijlage 2.

§ 2. De provisionele toelage wordt maandelijks en op vervallen termijn per twaalfde uitbetaald.

§ 3. De provisionele toelage wordt aangepast op basis van een coëfficiënt vastgesteld door de Minister, op basis van de barema's, de wettelijke patronale lasten en de bijkomende voordelen toegekend krachtens de sectoriële collectieve arbeidsovereenkomsten.

§ 4. Ten gevolge van een aanvraag die hem door de dienst werd gericht, kan de Minister overgaan tot de aanpassing van de jaarlijkse provisionele toelage voor personeelsuitgaven wanneer deze toelage ontoereikend is geworden door de evolutie van de anciënniteit of door de kwalificatie van het personeel in de dienst tewerkgesteld.

De aanvraag moet voor elk betrokken jaar bij aangetekende brief ingediend worden; zij moet de jaarlijkse financiële weerslag nader omschrijven.

§ 5. In geval van verandering van dienstcategorie, wordt de provisionele toelage herzien.

De herziening die uitsluitend slaat op de gegevens van de berekening, die gewijzigd worden door de nieuwe erkenning, wordt uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van § 1.

Art. 19. § 1. Elk jaar, wordt de definitieve toelage vastgesteld op basis van de bewijsstukken die door het bestuur vereist worden.

§ 2. Het gebruik van de provisionele toelage bedoeld bij artikel 18 wordt verantwoord overeenkomstig de bepalingen van de bijlagen 1, 2, 3 en 4.

§ 3. Het deel van de provisionele toelage waarvan het gebruik niet verantwoord is, is een te veel geïnd bedrag dat door het bestuur teruggevorderd kan worden.

HOOFDSTUK III. — Toelagen voor werkingskosten

Art. 20. § 1. De toelage voor werkingskosten dekt de volgende uitgaven :

- 1° de dotatie voor de afschrijvingen of voor het huren van lokalen en gronden;
 - 2° de inrichting van de lokalen en de aanleg van de terreinen;
 - 3° het onderhoud van de lokalen, met inbegrip van de betaling van het onderhoudspersoneel, op basis van de behoorlijk opgestelde facturen, ten belope van een jaarlijks maximum van 106 554 F, BTW inbegrepen;
 - 4° de dotatie voor de afschrijvingen of voor het huren van meubilair, materieel en uitrustingen;
 - 5° het onderhoud van het meubilair, het materieel en de uitrustingen;
 - 6° water, gas, elektriciteit en fuel voor de verwarming;
 - 7° de reiskosten in dienstverband;
 - 8° de kosten voor briefwisseling, communicatie, documentatie, reproductie en wettelijke publicaties;
 - 9° de bureauvoorzieningen en de uitrustingen;
 - 10° de brandverzekering, de verzekering tegen diefstal en voor wettelijke aansprakelijkheid, en kosten voor de alarmcentrale;
 - 11° de taksen;
 - 12° de kosten voor maatschappelijk secretariaat, d.w.z. de berekening van de lonen, de formaliteiten verbonden aan de betaling van de lonen en die in het kader van de sociale en fiscale wetgeving moeten vervuld worden, de logistieke en juridische steun; deze kosten zijn, op voorlegging van behoorlijk opgestelde facturen, gedekt door de toelage ten belope van maximum 1,2 % van de gesubsidieerde bruto loonmassa, BTW inbegrepen;
 - 13° de kosten voor het houden van de boekhouding, op basis van behoorlijk opgestelde facturen; deze kosten komen in aanmerking ten belope van 47 950 F maximum per jaar die geïndexeerd kunnen worden, exclusief BTW; het BTW-bedrag komt eveneens in aanmerking;
 - 14° de kosten voor verificatie van de jaarrekeningen door een erkend accountant, overeenkomstig de bepalingen van artikel 9, § 2; deze kosten komen in aanmerking ten belope van 17 759 F maximum per jaar die geïndexeerd kunnen worden;
 - 15° de uitzonderlijke kosten, in het kader van de taken bedoeld bij 12°, 13° en 14° van deze paragraaf, voor zover het bestuur zich daarmee akkoord heeft verklaard;
 - 16° de kosten voor de opleiding van het personeel dat zich specialiseert, met betrekking tot het beklede ambt en het niveau ervan, met uitsluiting van de algemene studies, en de kosten voor deelneming aan colloquia, conferenties, seminaries en congressen;
 - 17° de kosten voor pedagogische supervisie, op voorlegging van behoorlijk opgestelde facturen, ten belope van 159 830 F maximum per jaar, die geïndexeerd kunnen worden, BTW inbegrepen;
 - 18° de bankkosten en de leringslasten die nodig zijn voor de goede werking van de dienst, in het kader van de toepassing van de bepalingen van dit besluit;
 - 19° de bijdragen voor beroepsgroepen;
 - 20° de verhuiskosten;
 - 21° de kosten voor het onthaal van de jongeren en de bezoekers;
 - 22° de kosten voor informatie en voor de promotie van de dienst;
 - 23° de verzekeringen;
 - 24° de kosten voor opdrachten, volgens de modaliteiten toepasselijk op het bestuurspersoneel.
- § 2. De jaarlijkse provisionele toelage voor werkingskosten is vastgesteld op de volgende jaarlijkse bedragen :
- Categorie I : 523 060 F die geïndexeerd kunnen worden
 - Categorie II : 584 990 F die geïndexeerd kunnen worden.
- § 3. De provisionele toelage wordt maandelijks en na verlopen termijn per twaalfde uitbetaald.

TITEL IV. — Overgangsbepalingen

Art. 21. De overeenkomsten getekend met de "Espaces-Rencontre" als proefontwerpen worden verlengd tot de erkenning van de dienst overeenkomstig artikel 13, en ten hoogste 3 maanden te rekenen vanaf de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

De diensten erkend vóór 30 juni 1995 zijn verplicht erkend in categorie II.

Art. 22. Het bedrag van de uitgaven waarvan de hoogte limiet bepaald is en vastgesteld bij artikel 20, § 1, is toepasselijk vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op de inwerkingtreding van dit besluit.

TITEL V. — Slotbepalingen

Art. 23. Voor de bedragen die geïndexeerd kunnen worden en die geen bezoldigingen of gelijkgestelde kosten zijn, wordt de wet van 2 augustus 1971 toegepast houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen, waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Deze bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 138,01; de indexeringscoëfficiënt 1,0000 stemt overeen met de bedragen geïndexeerd op 1 januari 1990.

Art. 24. Voor de bedragen die bezoldigingen of gelijkgestelde kosten zijn, wordt de wet van 1 maart 1977 toegepast houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Deze bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 138,01; de indexeringscoëfficiënt 1,000 stemt overeen met de bedragen geïndexeerd op 1 januari 1990.

Art. 25. De bijlagen 1 tot 5 maken integraal deel uit van dit besluit.

Art. 26. Dit besluit treedt in werking op 16 mei 1995.

Art. 27. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

Bijlage 1

Normen die in aanmerking komen voor de vaststelling van de definitieve toelage voor personeelsuitgaven bedoeld bij artikel 19

I. De volgende elementen komen in aanmerking voor de vaststelling van de definitieve toelage :

1° de uitbetaling van bezoldigingen, berekend volgens de vereisten inzake kwalificatie en de barema's van de bezoldiging vermeld in de bijlagen 3 en 4, alsook de wettelijke patronale lasten en de bijkomende voordelen toegekend krachtens de sectoriële arbeidsovereenkomsten;

2° de geldelijke anciënniteit, berekend volgens de modaliteiten bepaald in bijlage 2, 6° : zijn aanrekenbaar alle diensten die werkelijk worden gepresteerd, alsook deze die kunnen gelijkgesteld worden met werkelijke diensten krachtens de sociale wetgeving;

3° enkel de diensten gepresteerd vanaf de leeftijd die voor elke functie bepaald is in bijlage 4;

voor het directiepersoneel komen de vroeger geleverde prestaties in andere ambten dan directie-ambten slechts in aanmerking ten belope van vijftienzeventig honderdsten om de geldelijke anciënniteit te bepalen, onverminderd de in bijlage 2, 4° bedoelde bepalingen;

II. De volgende documenten zijn vereist om de werkelijkheid van de aangehaalde prestaties te bewijzen :

1° het getuigschrift van de werkgever waarbij het beklede ambt, de juiste periode van de prestaties, de wekelijks gepresteerde diensturen nader worden bepaald;

2° het getuigschrift betreffende de stortingen bij een pensioenkas of een instelling voor sociale zekerheid;

3° elk ander bewijsstuk dat eventueel door het bestuur wordt gevraagd.

III. Bepaalde uitgaven voor personeelskosten komen niet in aanmerking :

1° de bezoldigingen uitbetaald aan personeelsleden die de in bijlage 3 bepaalde kwalificatie niet bezitten;

2° het deel van de bezoldigingen en de wettige patronale lasten dat de bedragen overschrijdt die ten laste worden genomen door de publiekrechtelijke rechtspersonen voor een voltijdse werktijd, behoudens prestaties in het onderwijs voor sociale promotie ingericht ten voordele van de personeelsleden van de diensten voor hulpverlening aan de jeugd; bij wijze van overgangsmaatregel, worden de cumulaties ten laste van de overheids machten die vóór 1 augustus 1975 bestonden tot op hun normaal einde geduld.

3° ingeval de dienstactiviteit stop wordt gezet, kunnen de lasten voor vooropzeg enkel gesubsidieerd worden indien zij met werkelijke prestaties overeenstemmen;

IV. 1° Wanneer de dienst bijkomende voordelen bezorgt naast deze die voorzien zijn door sectoriële collectieve arbeidsovereenkomsten, moet hij eigen fondsen van een gelijkwaardig bedrag verantwoorden.

2° De definitieve toelage kan vereffend worden door het storten van een jaarlijkse speciale toelage van 20 000 F per jaar die geïndexeerd kan worden, toegekend evenredig met de wekelijks gepresteerde werktijd en maandelijks per twaalfde uitbetaald.

V. Komen eveneens in aanmerking :

1° de kosten voor de verificatie of het juist verklaren van de jaarrekeningen, binnen de in artikel 20, § 1, bepaalde perken;

2° de kosten voor prestaties van personen of firma's voor taken van maatschappelijk secretariaat of het voeren van de boekhouding, zoals bedoeld bij artikel 20, § 1.

Brussel, 15 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

Bijlage 2

Normen van toepassing voor de berekening van de geldelijke anciënniteit erkend in de sector hulpverlening aan de jeugd, die in aanmerking komen voor de berekening en de aanpassing van de provisionele toelage voor personeelsuitgaven, zoals voorzien bij artikel 18

1° De prestatie maanden tellen mee voor de anciënniteit vanaf de leeftijd van de ranginneming die voor elke betrekking in bijlage 4 is vermeld.

2° De kalendermaanden die bij een of meer werkgevers onvolledig werden gepresteerd worden niet in de anciënniteit meegerekend.

3° Inaanmerkingneming, wat de tewerkgestelde personeelsleden betreft, van de anciënniteiten berekend binnen de volgende perken :

a) voltijdse of deeltijdse prestaties in het beklede ambt in de gesubsidieerde dienst alsook de vroegere prestaties in een gelijksoortig ambt :

1. in een of verschillende diensten die vooral door de Jeugdbescherming en de Hulpverlening aan de jeugd erkend of gesubsidieerd worden, alsook in de officiële diensten voor de Jeugdbescherming en de Hulpverlening aan de Jeugd;

2. in een of verschillende erkende diensten voor de opvang van gehandicapte minderjarigen die ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten geplaatst zijn;

3. onder meer de prestaties van opvoeder of maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie zijn als gelijksoortig beschouwd.

b) de personeelsleden die vóór 1 januari 1984 prestaties geleverd hebben in de voornoemde sectoren a) 1 en a) 2 behouden voor de prestaties van vóór 1 januari 1984 de verworven anciënniteit op de datum waarop de Jeugdbescherming desgevallend de gesubsidieerde sector vóór 1 januari 1984 verlaten heeft, of de op 31 december 1983 verworven anciënniteit indien de prestaties in de voornoemde sector niet onderbroken werden.

Deze verworven anciënniteit wordt berekend op de volgende basissen :

functie aanrekenbare diensten voor de berekening van de anciënniteit

opvoeder alle vroegere prestaties als opvoeder, psycholoog, maatschappelijk assistent, leraar, studiemeester, voorganger in eredienst

administratieve alle vroegere administratieve prestaties

maatschappelijk assistent alle vroegere prestaties als maatschappelijk assistent

psycholoog alle vroegere prestaties als psycholoog

directeur alle vroegere voornoemde prestaties alsmede de directieprestaties in de pedagogische, sociale, paramedische sector.

4° Wat het directiepersoneel betreft, komen de vroegere prestaties in andere ambten dan directie-ambten slechts in aanmerking ten belope van 75 %, en vanaf de leeftijd van 24 jaar; deze vermindering is evenwel niet van toepassing op :

a) de titularissen van een van de universitaire licenties vermeld onder punt A, 3°, van bijlage 3;

b) wanneer zij een vermindering van de bezoldiging bij bevordering tot het directie-ambt tot gevolg heeft; in dat geval wordt de bezoldiging gekoppeld aan het vorige ambt behouden, onverminderd haar indexering, tot wanneer de bezoldiging, die normaal kan toegepast worden voor het directie-ambt, de bezoldiging gekoppeld aan het vorige ambt overschrijdt.

5° De totaliteit van de anciënniteit wordt behouden voor ieder personeelslid indien het tot een andere graad bevordert, behoudens het directie-ambt of de verandering van ambt, zolang dit lid prestaties levert ten dienste van eenzelfde macht die een dienst inricht.

6° De anciënniteit wordt volgens de volgende modaliteiten berekend :

a) wanneer de gepresteerde wekelijkse werktijd vermeerderd t.o.v. de werktijd die gepresteerd werd tijdens een vroegere periode, wordt de berekening van de geldelijke anciënniteit aangepast volgens de formule :

periode van vroegere prestaties (in maanden) $\times \frac{\text{wekelijkse werktijd in de vroegere periode}}{\text{wekelijkse werktijd in de huidige periode}} = \text{maand}$;

b) wanneer de wekelijkse gepresteerde werktijd vermindert t.o.v. de werktijd die gepresteerd werd tijdens een vroegere periode, moet de berekening van de geldelijke anciënniteit niet aangepast worden;

c) wanneer de volledige of gedeeltelijke wekelijkse gepresteerde werktijd gelijk is aan de werktijd van een vroegere periode, wordt er een maand geldelijke anciënniteit per gepresteerde maand gerekend;

d) voor de uitslag van een berekening van de anciënniteit op basis van de voornoemde punten a), b) en c), worden de decimalen van het aantal maanden naar boven afgerond.

Brussel, 15 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

Bijlage 3

**Voorwaarden voor de kwalificatie ter verantwoording van de toekenning
van de in artikel 18 bedoelde provisionele toelage**

A. Psychologisch, medisch en sociaal personeel.

1° Opvoeder klasse 1 :

— Een diploma of schoolgetuigschrift van het niveau van hoger pedagogisch, paramedisch of sociaal onderwijs (behoudens dat van bibliothecaris-documentalist), ten minste van het korte type, met volledig leerplan of van sociale promotie.

— wordt gelijkgesteld met deze kwalificatie de opvoeder van klasse 2a of 2b die tewerkgesteld was op 1 september 1966, op voorwaarde op 21 december 1974 respectievelijk tien en vijftien jaar dienst als opvoeder te tellen.

2° Maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent (strafinr), assistent in de psychologie;

3° Licentiaat in de psychologie, in de psychologische en pedagogische wetenschappen, in de psychopedagogische wetenschappen, in de opvoedingswetenschappen, in de psychologische wetenschappen of in de psychopedagogie;

Licentiaat in de rechten, criminologie, menselijke wetenschappen of sociologie;

B. Administratief personeel

Opsteller : getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs of ermee gelijkgesteld;

C. Directiepersoneel

Directeur of coördinator : een diploma zoals bedoeld in punt A, 2° of 3° of een diploma of eindgetuigschrift van hoger pedagogisch of sociaal onderwijs (behoudens dat van bibliothecaris-documentalist) ten minste van het korte type, met volledig leerplan of van sociale promotie, alsmede drie jaar opvoedingsambten.

Brussel, 15 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

Bijlage 4

**Barema's voor de bezoldiging ter verantwoording van de toekenning
van de in artikel 18 bedoelde provisionele toelage**

A. Psychisch, medisch en sociaal personeel

1° Opvoeder klasse 1 (20 jaar) : 591 351 — 929 736

3/1 x 10 689

1/2 x 10 689

1/2 x 14 246

2/2 x 28 493

9/2 x 24 933

2° Maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent (strafinr) of assistent in de psychologie (23 jaar) :
621 032 — 1 070 419

3/1 x 12 464

2/2 x 21 372

1/2 x 103 293

3/2 x 21 372

1/1 x 21 372

1/1 x 73 610

5/2 x 21 372

3° Licentiaat (24 jaar) : 822 867 — 1 280 574

3/1 x 24 933

10/2 x 38 291

B. Administratief personeel

Opsteller (20 jaar) : 513 753 — 840 690

3/1 x 10 689

2/2 x 10 303

7/2 x 24 993

1/2 x 24 934

3/2 x 24 933

C. Directiepersoneel

Directeur, coördinator (24 jaar) : 822 867 — 1 280 576

3/1 x 24 933

10/2 x 38 291

D. Jaarlijkse minimum gewaarborgde bezoldiging (vanaf 21 jaar) : 498.380 F.

Brussel, 15 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

Bijlage 5

Referentienormen die in aanmerking komen
voor de berekening van de jaarlijkse provisionele toelage voor personeelsuitgaven bedoeld bij artikel 18

Categorie 1 :

2,25 voltijdse ambten in totaal, d.w.z. :

0,25 coördinator

1,5 licentiaat (1) of maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie of opvoeder klasse 1

0,5 opsteller

Categorie 2 :

3 voltijdse ambten in totaal, d.w.z. :

0,5 coördinator

2 licentiaat (1) of maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie of opvoeder klasse 1

0,5 opsteller

(1) Licentiaat in de verschillende specialiteiten vermeld onder punt A, 3° van bijlage 3.

Opmerkingen :

a) Ten minste een halftijds ambt moet toegekend worden aan een licentiaat, al dan niet coördinator.

b) Ten minste 11 % en ten hoogste 50 % van het bestand moet houder zijn van een diploma van licentiaat.

c) In het bestand moet ten minste een halftijds ambt bekleed worden door het personeelslid dat de verantwoordelijkheid van coördinator heeft.

Brussel, 15 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 27679]

F. 96 - 59

14 DECEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant pour 1995 les modalités de répartition du crédit inscrit à l'allocation de base 43.07.03 de la section 14 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1995

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 6, § 1^{er}, VIII, 2°;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, telles que modifiées à ce jour;

Vu le décret du 16 décembre 1994 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1995, notamment l'article 43.07.03, tel que modifié par les premier et second feuillets d'ajustement pour l'exercice 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Considérant que le crédit inscrit à l'article 43.07.03, tel que présenté vise à compenser la majeure partie des pertes enregistrées pour 1995 par les provinces de Hainaut, Liège et Namur dans le cadre de leur taxe provinciale respective sur les captages d'eau en conséquence des décisions du Gouvernement wallon des 29 avril et 15 juillet 1993 qui tendent, à terme, à supprimer cette taxation provinciale et à reconcentrer la base taxable entre les mains de la Région wallonne, dans le cadre des compétences lui dévolues en matière de gestion et de protection des eaux et afin de lui permettre de disposer des moyens suffisants pour mener cette politique;

Considérant qu'il convient, dès lors, de veiller à une juste répartition de ce crédit pour l'exercice 1995, en prenant en considération les volumes d'eau captés dans les trois provinces concernées et exportés en dehors de la Région wallonne et les pertes de rendement liées à la réduction progressive des taux de ces taxes provinciales,

Arrête :

Article 1^{er}. Le crédit inscrit à l'article 43.07.03 de la section 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 1995 est réparti de la façon suivante :

- province de Hainaut : 81 200 000 F;
- province de Liège : 7 276 000 F;
- province de Namur : 154 000 000 F.